



Klimakompatibilität

Caisse de pensions de la Collectivité ecclésiastique cantonale catholique-romaine (CEC) de la République et Canton du Jura

Caractérisation

La Caisse de pensions de la Collectivité ecclésiastique cantonale (CEC) catholique-romaine de la République et Canton du Jura peut être estimée d'avoir un volume d'investissement d'environ CHF 0,1 milliards et ainsi comme faisant partie des Top 1000+ des caisses de pension en Suisse.

Politique en matière de durabilité/ESG

Ni les statuts de la Caisse de pensions de la CEC ni le règlement de placement ne mentionnent une politique de placement responsable.

Commentaire de l'Alliance Climatique

- Mi-2019, le Conseil fédéral a créé un [groupe de travail „Finance durable“](#). Il se réfère aux obligations internationales de la Suisse dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et des [objectifs de développement durable de l'ONU](#) (Agenda 2030). Les efforts visent à conclure des accords sectoriels, qui devraient notamment accroître la transparence quant à l'orientation durable des acteurs et comment ils se positionnent en conséquence.
- En conséquence, la Caisse de la CEC devrait réfléchir à la manière dont elle présentera à l'avenir de manière transparente au public l'impact social global de leur politique de placement, et notamment si et comment elle tient compte des risques ESG et climatiques, ou pourquoi pas.
- De même, dans un premier temps, elle devrait élaborer et communiquer les principes d'une politique de durabilité/ESG visant à intervenir de manière exhaustive et durable dans les décisions prises dans le cadre du processus d'investissement proprement dit.
- Elle devrait décider des mesures concrètes qu'elle veut demander aux gestionnaires de la fortune afin qu'ils appliquent un filtre ESG exhaustif lors de la sélection des entreprises dans le processus d'investissement et/ou procèdent à un rééquilibrage substantiel basé sur les critères ESG.
- Lors de la sélection des fonds, il faudrait avoir à disposition ou obtenir, sur toutes les entreprises investies, des données complètes de rating ESG et d'intensité de CO2 afin de pouvoir faire usage de produits présentant la meilleure durabilité et un profil risque/rendement optimal.

Situation septembre 2020 :

À la demande de l'Alliance climatique, l'administration de la caisse de pensions de la CEC annonce qu'elle n'a pas le temps de prendre position.

Commentaire de l'Alliance Climatique

- La question se pose de savoir si une non-communication avec le monde public est compatible avec l'avenir. L'UE a déjà imposé aux acteurs des marchés financiers, y compris les caisses de pension, de déclarer sur leur site web les stratégies qu'ils appliquent pour intégrer les risques financiers liés à la durabilité et au climat dans leurs processus d'investissement. Il est prévisible que la Suisse introduira formellement ou de facto des dispositions similaires en tant que normes professionnelles.

Prise en compte des risques climatiques dans le cadre de la politique ESG, respect de l'expertise juridique de NKF

La prise en compte des risques climatiques dans le processus d'investissement fait partie de l'obligation fiduciaire de diligence selon l'[expertise juridique du cabinet d'avocats NKF](#).

La Caisse ne dispose pas d'une stratégie publique pour aborder la question du changement climatique qui a un impact sur sa politique d'investissement.

Commentaire de l'Alliance Climatique

- L'ASIP, l'association suisse des institutions de prévoyance, recommande dans ses [directives de placement](#) (juillet 2018, traduction de l'allemand) : „Les risques ESG et les risques climatiques ... font partie des risques économiques et doivent être analysés en conséquence dans le cadre de la définition de la stratégie d'investissement“.
- Son obligation fiduciaire envers ses assurés impose à la Caisse de pensions de la CEC de définir les mesures qu'elle entend prendre pour contrer ces risques et de les communiquer au public.

Mesures prises pour décarboniser le portefeuille

La Caisse de pensions de la CEC n'a pas encore pris de mesures pour décarboniser le portefeuille.

Adhésion à des associations de développement durable

La Caisse est membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse.

Engagement effectif pour le climat et exercice du droit de vote à l'étranger et en Suisse

En tant que membre de l'ETHOS Engagement Pool Suisse, la CPCEC a notamment participé à deux initiatives d'engagement notables et réussies : dans le cas de Nestlé, Ethos a obtenu le Say on Climate, c'est-à-dire la présentation de la stratégie climatique du groupe à l'assemblée générale 2021, et dans le cas d'Holcim, l'élaboration d'un Say on Climate Report pour l'assemblée générale 2022.

La Caisse manque d'une politique publique en matière de dialogue (engagement) et de l'exercice du droit de vote à l'étranger.

Mesure de l'empreinte CO2 ou du risque climatique financier avec analyse de scénarios

Aucune intention n'a été publiée pour déterminer la compatibilité climatique en mesurant l'empreinte CO2 ou les pertes potentielles de valeur du portefeuille par une analyse de scénario.

Planification de mesures ultérieures de décarbonisation au niveau du portefeuille

La Caisse n'a pas annoncé d'intention de préparer un concept pour une trajectoire de décarbonisation compatible avec l'Accord de Paris.

Commentaire de l'Alliance Climatique

- Par conséquent, il manque encore une stratégie de décarbonisation du portefeuille ; un élément central devrait être la sortie des entreprises de combustibles fossiles qui ne sont pas passées à un modèle commercial durable axé sur les énergies renouvelables.



Conclusion:

Une stratégie climatique visant à décarboniser le portefeuille et à abandonner les entreprises fossiles qui n'ont pas opté pour un modèle économique durable basé sur les énergies renouvelables fait toujours défaut. En conséquence, la Caisse de la CEC est encore loin d'être respectueuse du climat.



Tendance 2020-2022:

Évaluation: en recul

Commentaire de l'Alliance Climatique

- Compte tenu des progrès réalisés par ses homologues, la Caisse de pension de la CEC devrait aborder la question de la durabilité et de la gestion des risques financiers liés au climat – entendues comme l'intégration holistique de notations ESG et empreinte carbone dans le processus de sélection des titres.
- Des travaux préparatoires devraient concevoir un engagement ESG et climatique efficace avec les entreprises concernées ainsi qu'une restructuration du portefeuille dans le même sens.
- En particulier, la Caisse devrait appliquer et surveiller de manière proactive l'intégration effective des critères ESG dans le processus d'investissement par ses gestionnaires d'actifs – ou bien sélectionner des fonds dont il est prouvé qu'ils sont construits selon des critères ESG et de réduction de CO2 de grande portée.